Les carbonnades flamandes, source de dégâts collatéraux en Amérique du Sud?

Les importations de soja utilisées pour produire la « viande de chez nous » sont préjudiciables au climat et à l'environnement

Briefing média - Août 2019



Derrière la viande, les œufs et les produits laitiers que nous consommons en Europe se cache une déforestation à grande échelle aux conséquences désastreuses pour le climat, les communautés autochtones et la biodiversité. Dans son rapport « Mordue de viande - L'Europe alimente la crise climatique par son addiction au soja », Greenpeace compile les données récentes sur la destruction d'écosystèmes uniques en Amérique du Sud au profit de la culture du soja et les compare aux derniers chiffres sur la production de viande et de produits laitiers dans l'Union européenne. L'alimentation du cheptel en Belgique, et plus particulièrement en Flandre, est très dépendante du soja importé.

La récolte de soja est en plein ... aux dépens du Cerrado et essor...

En 20 ans, la production mondiale de soja a doublé pour atteindre 353 millions de tonnes en 2017. Le soja est cultivé à près de 88 % sur le continent américain. Les États-Unis. le Brésil et l'Argentine en sont les principaux pays producteurs. Au Brésil, la culture du soja a plus que quadruplé au cours des deux dernières décennies.

Les chiffres montrent que les exportations sont le moteur de cette expansion rapide. La consommation mondiale de soja devrait encore augmenter de 45 % d'ici 2050.

du Gran Chaco

Par le passé, la forêt amazonienne a été durement touchée par l'extension de la culture du soja, mais elle jouit aujourd'hui d'une assez bonne protection grâce au moratoire sur le soja de 2006. Cependant, le soja reste une cause indirecte de déforestation. De plus, le gouvernement du président Bolsonaro constitue une menace sérieuse pour la forêt tropicale en général.

La production de soja se développe principalement dans le Cerrado et dans le Gran Chaco.



Le **Cerrado** est la savane la plus biodiversifiée du monde et **a déjà perdu la moitié de sa superficie** depuis les années 1950, soit environ 88 millions d'hectares, équivalant à une superficie similaire à celle du Venezuela. Il subit une pression énorme de la part des grands producteurs de soja et de bétail.

La partie restante du Cerrado séquestre beaucoup de carbone (correspondant à quelque 13,7 gigatonnes d'équivalent CO2) et reste donc importante dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Le **Gran Chaco** est la deuxième plus grande forêt d'Amérique du Sud, recouvrant une partie de l'Argentine, du Paraguay et de la Bolivie. La valeur écologique de la zone est inestimable (le Gran Chaco abrite des milliers d'espèces végétales et animales, parmi lesquelles des centaines d'espèces d'oiseaux et de mammifères comme le jaguar, le tatou et le fourmilier géant), mais le taux de déforestation y est l'un des plus élevés du monde. Les forêts y sont en outre converties à grande échelle en terres agricoles pour l'élevage et la culture du soja : environ 23 % (27 millions d'hectares) du biome ont déjà été perdus.

Importations de soja pour l'alimentation animale

En important quelque 33 millions de tonnes par an, l'Union européenne est le premier importateur de soja après la Chine. Cette quantité est destinée à 87 % au moins à la production animale industrielle au sein de l'UE.

D'après une étude commandée par WWF-Belgique, entre 2013 et 2017, la Belgique a importé en moyenne 2,5 millions de tonnes de soja par an (y compris le soja incorporé dans les produits), dont 39 % au départ du Brésil et 27 % d'Argentine. Environ 70 % du soja importé par la Belgique est lié à la production et à la consommation de produits d'origine animale (viande, lait, œuf etc.) en Belgique ou à l'étranger. Le reste va à la production de biocarburants (19 %) et à la consommation humaine directe (à peine 3 %).

Dans l'élevage, il est consommé par : les porcs (53 %), les volailles (23 %), les vaches laitières (18 %) et les bovins de boucherie (7 %). Il faut environ 860 gr de tourteau de soja



pour produire 1 kg de viande de porc belge, 670 g pour 1 kg de viande de volaille, 443 g pour 1 kg de viande de bœuf et 610 g pour 1 kg d'œufs.

Les importations belges de soja concernent principalement la Flandre. La grande majorité du porc (94 %), du poulet (84 %), des œufs (86 %) et du lait (60 %) y est produite.

L'utilisation accrue du soja dans l'alimentation animale est étroitement liée à l'essor des «fermes-usines» dans l'UE. Cette augmentation de la taille des exploitations et la concentration d'un plus grand nombre d'animaux dans un nombre plus restreint d'exploitations sont également visibles en Belgique, où, par exemple, le nombre moyen de porcs par exploitation s'élevait à 1465 en 2018, soit dix fois plus qu'en 1980.

Selon le WWF-Belgique, entre 2013 et 2017, la superficie agricole nécessaire pour répondre à la demande belge de soja est passée de 1,5 million d'hectares à 2,7 millions d'hectares, soit une augmentation de plus de 80 % en 4 ans. 1,3 million de ces hectares entraînent un risque élevé à très élevé de déforestation au Brésil (651 000 hectares), en Argentine (525 000 hectares) et au Paraguay (111 000 hectares). À titre de comparaison, la superficie de la Belgique est d'environ 3 millions d'hectares. Pour la production du soja que nous importons, nous avons donc besoin d'une surface agricole presque aussi grande que la Belgique ellemême.

Cultiver massivement notre propre soja?

L'élevage occupe déjà près de **70 % des terres** agricoles de l'UE (soit environ 1,2 million de km²). Il faudrait 110 000 km² supplémentaires (la superficie combinée de la Belgique et de l'Autriche) pour que l'UE soit autosuffisante en soja.

Impact climatique de notre secteur de l'élevage

L'analyse effectuée par l'Union européenne elle-même a montré que le soja (et donc l'alimentation animale) était, parmi toutes les importations de l'UE au cours de la période 1990-2008, le plus grand contributeur à la déforestation mondiale et aux émissions de gaz à effet de serre qui en résultent.

L'élevage du bétail et la culture de plantes destinées à l'alimentation animale représentent environ 60 % des émissions totales (directes) de gaz à effet de serre de l'agriculture mondiale.

À la demande de Greenpeace, des chercheurs de l'UCLouvain ont calculé que les émissions totales du secteur de l'élevage belge s'élevaient en 2015 à 13850 kilotonnes d'équivalent CO2. Ce chiffre inclut les émissions provenant de la production d'aliments pour animaux (et donc aussi des aliments importés). Il est donc presque deux fois plus élevé que les « émissions directes » du secteur (7538 kt) déclarées par la Belgique pour 2015.

En d'autres termes, les chiffres officiels ne tiennent pas compte de l'impact climatique de l'alimentation animale importée (du soja, majoritairement). Selon ces chiffres officiels, les émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture belge représentaient en 2015 environ 12 % des émissions totales belges, et les émissions directes de l'élevage, 7 %.

Mordus de viande

En moyenne, un Européen de l'Ouest consomme 85 kg de viande (poids carcasse) et 260 kg de produits laitiers par an, soit plus du double de la moyenne mondiale.

Un Belge adulte mange en moyenne 114 grammes de viande par jour (poids net), principalement du porc. La quantité de viande recommandée est de 57 g par jour. De plus, les Belges mangent en moyenne trop de protéines, et trop souvent d'origine animale.

De nombreux scientifiques ont déjà souligné les avantages pour le climat, l'environnement, notre santé et l'économie d'un régime alimentaire contenant beaucoup moins de produits animaux.

Ainsi la célèbre revue spécialisée The Lancet a publié au début de cette année le régime alimentaire parfait pour l'homme et l'environnement, avec au menu quotidien : des légumes, des fruits, des légumineuses, des noix et un maximum de 43 g de poulet, porc ou bœuf. Si on ne change rien, la consommation mondiale de viande augmentera encore de 76 % d'ici 2050.

La solution : consommer beaucoup moins de viande (mais de meilleure qualité)

La seule solution est de réduire drastiquement la consommation de viande et de produits laitiers (pour l'Europe, cela signifie au moins 70 % de réduction d'ici 2030) et de promouvoir

l'élevage écologique. Produire beaucoup moins de viande, mais de meilleure qualité. Ce n'est qu'alors que nous pourrons produire localement les protéines nécessaires à l'alimentation animale.

Avec plus de 50 millions d'animaux sur son territoire, la Belgique possède l'une des plus fortes concentrations en bétail de l'UE.

Avec 442 porcs par km² et pas moins de 1982 poulets par km², la Flandre se situe encore largement au-dessus du reste du territoire. Une réduction drastique du nombre d'animaux est nécessaire. À la demande de Greenpeace, l'UCLouvain a élaboré, au début de cette année, quelques scénarios d'avenir pour le secteur belge de l'élevage d'ici 2050.

L'un de ces scénarios (T1) prévoit une combinaison d'agriculture biologique (30 %) et d'agriculture extensive, de sorte que notre pays soit totalement autosuffisant en alimentation animale. Ce scénario conduit à une diminution drastique de la production de produits d'origine animale : -61 % de porc, -68 % de poulet, -50 %



de bœuf, -58 % d'œufs et +15 % de lait. Dans ce cas, l'élevage émettrait 48 % d'émissions de gaz à effet de serre en moins et son impact sur la biodiversité serait réduit de 57 % (par rapport à 2015). Ce scénario prouve principalement le potentiel d'un modèle agricole différent, beaucoup moins orienté vers l'exportation et moins dépendant du soja importé.

Recommandations

Greenpeace plaide donc en faveur d'un changement de modèle agricole, en accordant l'attention nécessaire à la situation précaire dans laquelle se trouvent de nombreux éleveurs belges. Compte tenu des coûts de production élevés de la viande et des produits laitiers, la valeur ajoutée de la production belge sur le marché européen doit être étudiée afin de garantir un revenu équitable aux éleveurs.

Un soutien public est nécessaire pour éviter que les éleveurs se retrouvent piégés dans une spirale d'endettement (comme c'est souvent le cas aujourd'hui) et pour empêcher la poursuite de l'augmentation de la taille des exploitations qui s'opère au détriment des élevages familiaux. Les subventions, y compris celles qui rentrent dans le cadre de la politique agricole européenne, doivent bénéficier spécifiquement aux agriculteurs qui restaurent et protègent activement la nature.

La transition vers un modèle agricole différent doit se faire en concertation avec les autorités et les acteurs du secteur, mais aussi avec les parties prenantes actives dans les domaines du climat, de l'environnement et de la santé. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons enfin développer une politique alimentaire véritablement durable.

Malgré leurs promesses et leurs engagements, les entreprises ont montré qu'elles sont incapables de s'assurer que le soja qu'elles utilisent n'a pas contribué à la déforestation. Il est donc de la responsabilité des gouvernements de garantir, par le biais d'un cadre juridique, que les matières premières importées n'ont aucun lien avec la déforestation.

Fin 2018, la Commission européenne a promis que l'UE intensifierait ses efforts pour lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts dans le monde, mais les mesures concrètes se font attendre. Greenpeace exhorte l'UE à élaborer un plan d'action global et ambitieux (incluant de nouvelles lois) pour s'attaquer efficacement aux causes profondes de la déforestation et de la dégradation des forêts.

Afin de réduire la dépendance à l'égard du soja importé, les futurs gouvernements régionaux doivent également élaborer un plan ambitieux pour les protéines végétales, favorisant la production de légumineuses diversifiées, tant pour la consommation animale que pour l'alimentation humaine.

Sources

Mordue de viande - l'Europe alimente la crise climatique par son addiction au soja (Greenpeace, juin 2019)

Countdown to Extinction - What will it take to get companies to act? (Greenpeace, juin 2019)

Study for livestock scenarios in Belgium for 2050 (UCLouvain, février 2019)
Greenpeace briefing

Positietekst van Greenpeace, WWF, Bond Beter Leefmilieu en Natuurpunt voor de hervorming van het gemeenschappelijke landbouwbeleid (CAP) in de EU

<u>Feeding the Problem – the dangerous intensification of animal farming in Europe</u>
(Greenpeace, février 2019)

Risky Business - The risk of corruption and forest loss in Belgium's imports of commodities (WWF-Belgique, 2019)

Contact:

Service Presse de Greenpeace Belgique via bpress@greenpeace.org ou +32 496 26 31 91